

EXPLIQUEZ-MOI



Dans les îles de Wallis et Futuna, on a voté Giscard d'Estaing à 97,68 %.

WALLIS ET FUTUNA

Aux antipodes de la France.

C'est comme Laurel et Hardy, La Garenne-Colombes ou Réunion-Sébastopol, il ne viendrait à l'idée de personne de séparer Wallis et Futuna, ces îles exotiques qui régulièrement, aux élections, menacent de "faire la différence". Mais quel est ce pays où M. Giscard d'Estaing a fait un score de 97,68 %, laissant quelque 2 % au Président Mitterrand ?

Déjà, au temps de Pythagore et des géographes grecs existait la légende du continent austral. C'est le capitaine Cook qui fixa les contours du rêve. Parmi les nombreux points culminants d'un territoire immergé de

176 millions de km², l'Océanie, Wallis et Futuna sont deux archipels minuscules de 210 km² à eux deux, perdus entre Fidji et Samoa. C'est une mission mariste, installée là depuis 1837, qui a fondé l'unité de ces deux groupes d'îles et contribué ainsi à maintenir les traditions. A la suite d'une campagne de conversions foudroyante, la mission régenta les petits rois locaux et transforma les îles en véritables théocraties, fermées au commerce et à l'administration. Une demande de protectorat, formulée par la France en 1842, ne fut ratifiée qu'en 1888, et ce n'est qu'en 1959 que Wallis et Futuna optèrent pour leur statut actuel

de Territoires d'Outre-Mer (TOM). 8 000 habitants d'ethnie tongan vivent dans les villages groupés le long des côtes de ces territoires volcaniques, sous un climat équatorial, chaud et pluvieux, tempéré de mai à octobre. Des montagnes de Futuna aux lacs de Wallis, la vie est dure. On manque souvent d'eau potable, on subit des cyclones dévastateurs qui détruisent les cultures d'ignames, de bananes, de manioc et les cocoteraies déclinantes, mal soignées et envahies par les rats. L'élevage bovin en est à ses débuts, les 300 chevaux servent de moyens de locomotion, la pêche artisanale est une activité familiale. Seul le porc

permet de nourrir une population qui a le niveau de vie le plus bas de toutes les dépendances de la Nouvelle-Calédonie. Alors, les jeunes s'exilent vers Nouméa et aux Nouvelles Hébrides et souvent ne rentrent plus. Il n'y a qu'une liaison aérienne mensuelle avec Nouméa. L'aide financière de la métropole ne suffit pas à entretenir une économie sous-développée. Les indemnités de chômage et les allocations familiales versées à la hâte en période électorale cachent derrière les palmiers obliques des défilants touristiques une économie délabrée, entièrement tournée vers un pays des antipodes, la France. ■

DES SANCTIONS CONTRE L'AFRIQUE DU SUD

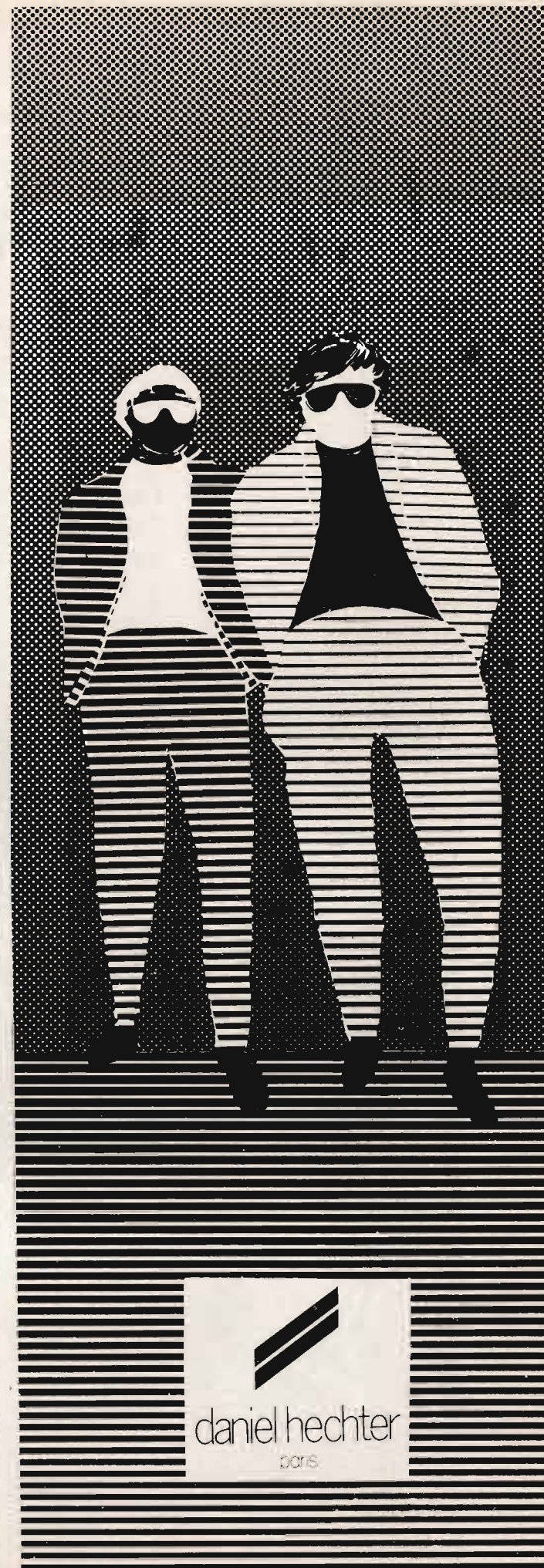
Sanctions. Le mot revient régulièrement dans la chronique de l'ONU lorsque se débat la question de l'Afrique du Sud, pays soumis au régime raciste de l'apartheid et qui occupe illégalement un territoire voisin, la Namibie. L'Assemblée Générale des Nations Unies a maintes fois demandé, à une très forte majorité, qu'elles soient appliquées ou étendues. La Charte de l'ONU fait en effet un devoir aux États membres de "sanctionner" par des mesures effectives de boycott les pays qui font planer une menace directe contre la paix. La majorité de l'ONU considère que les interventions répétées de l'armée sud-africaine contre ses voisins, notamment l'Angola, ainsi que l'occupation continue de la Namibie, tombent sous cette règle.

En 1974, la plupart des pays exportateurs de pétrole ont décidé de cesser leurs ventes à Pretoria. Grâce à l'aide technologique de pays comme la France, les USA, la RFA ou Israël, l'Afrique du Sud a pu parer le coup en mettant en place une importante industrie nucléaire et en construisant de gigantesques usines de transformation du charbon en hydrocarbures. Mais en 1977, les pays membres du Conseil de Sécurité acceptaient une résolution imposant aux États représentés à l'ONU un embargo total sur le matériel militaire.

L'intransigence de l'Afrique du

Sud sur la question namibienne a remis la question des sanctions à l'ordre du jour. A la conférence de Paris qui s'est tenue à l'UNESCO en mai dernier, les principaux pays occidentaux étaient absents. Néanmoins, la France a fait acte de présence, créant l'événement du fait des récents changements politiques. Lionel Jospin, Premier secrétaire du Parti socialiste, s'y est affirmé favorable au renforcement de l'embargo sur les armes, à l'arrêt des importations en provenance de Namibie et à l'arrêt des investissements publics. Cette mesure devrait être d'autant plus effective que le nouveau président français s'est prononcé en faveur de la nationalisation du crédit et de plusieurs groupes qui ont d'importants intérêts en Afrique du Sud.

Notons enfin que, lors d'un meeting de solidarité qui s'est tenu à Paris en fin mai, en présence des présidents de l'ANC (Mouvement de Libération d'Afrique du Sud) et de la SWAPO (Mouvement de Libération de la Namibie), les représentants de trois organisations françaises, le MRAP, le MAA/CAO (Mouvement anti-apartheid) et l'AFASPA (Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique) ont demandé que des mesures immédiates de rétorsion soient prises et que soit notamment dénoncé le contrat de livraison de deux centrales nucléaires françaises à Pretoria. ■



daniel hechter
paris